

# SORTIR DU SOUS-DÉVELOPPEMENT ?

Entretien avec Alain Lipietz

*Paul Thibaud* : Le dernier livre d'Alain Lipietz<sup>1</sup>, sur la question du sous-développement, tient compte d'éléments connus mais jusqu'à présent traités comme marginaux : le développement d'un certain nombre de pays qui ne sont pas seulement des comptoirs, des nations-usines du Sud-Est asiatique, mais qui peuvent être de grands pays comme le Brésil, le Mexique, et qui d'ailleurs ne sont pas toujours des pays pétroliers. Dans ce livre, il y a une espèce de redéploiement de l'information et de la réflexion sur le tiers-monde et son développement.

Ce qui m'a paru relativement original aussi, c'est qu'on sort d'une vision culturelle des choses qui (s'opposant aux théories « dépendantistes » du pillage et du sous-développement produit par les pays du « centre ») tendait à considérer le développement comme lié nécessairement à un changement des valeurs... le côté Weber de notre héritage : l'individualisme, l'esprit d'entreprise, un certain niveau d'égalité sociale, l'aspiration à l'égalité tout au moins nous semblaient consubstantiels à l'idée de développement. Plus on réfléchissait sur le caractère occidental de notre propre histoire, moins on voyait comment ce processus pouvait s'universaliser. Il me semble que ce livre fait brèche dans cet état d'esprit un peu morose.

## Le fatalisme démenti

*Alain Lipietz* : Ce livre est le produit d'une double démarche : scientifique et épistémologique. Pour ce qui est de la démarche scientifique, c'est une espèce d'aller et retour. J'ai commencé mon travail d'économiste au début des années 70 en réfléchissant sur les différences interrégionales en France. J'ai essayé de comprendre par exemple pourquoi le mouvement occitan était si différent du mouvement breton. J'ai alors emprunté aux théories existantes des rapports de dépendance internationaux : critique de la thèse rostowienne libérale, selon laquelle les régions ou les nations seraient un peu comme des enfants qui ne seraient pas nés à la même date, mais qui passeront tous par le stade anal, le stade oral, le stade génital..., l'adolescence et l'âge adulte. La faiblesse de cette thèse était assez évidente : à un instant du temps... certains se développent, et d'autres stagnent.

1. A. Lipietz, *Mirages et miracles* (La Découverte, Paris, 1985). Economiste, A. Lipietz est également l'auteur de *L'audace ou l'enlisement*, *Sur les politiques économiques de la gauche* (La Découverte, Paris, 1984) et *La crise* (Syros, Paris, 1983).

Cela dit, même à cette époque, la thèse dépendantiste commençait à être ouverte dans des régions comme la Bretagne ouest. Des militants bretons répondaient : il ne peut pas y avoir de développement industriel de la Bretagne parce que le capitalisme français ne le veut pas, ou la Bretagne s'industrialisait beaucoup plus vite que l'Est français, par exemple. Aujourd'hui, dans un département de Basse-Normandie, dans les villages il y a une majorité d'ouvriers. Cela m'a amené à me poser la question : quelles étaient les nouvelles formes de division intra-industrielle du travail qui permettaient ça ? Ensuite j'ai réfléchi plus généralement au modèle de développement de l'après-guerre au sein de tout un ensemble de travaux qui ont abouti à ce qu'on a appelé la théorie du fordisme et de la régulation, et puis je suis revenu aux questions internationales, et je me suis demandé si le phénomène des nouveaux pays industrialisés avait quelque chose à voir avec l'industrialisation des régions périphériques de la France. La réponse est : oui, il y a la nouvelle division internationale du travail qu'autorise le fordisme, comme forme d'organisation du travail fondée sur une division entre la conception et l'exécution. Mais une région française fait partie de l'ensemble français et du Marché commun. Tandis qu'une nation d'Asie offre un cadre économique, un cadre social particulier, un cadre pour les compromis sociaux qui se matérialise par l'existence d'une monnaie, par une forme de gestion politique, par l'existence ou l'inexistence d'une législation sociale. On ne peut donc pas assimiler l'industrialisation d'un certain nombre de pays du Sud à une pure délocalisation de segments non qualifiés des industries du Nord. Il faut comprendre quelles sont les conditions locales qui ont permis cette délocalisation, sinon on ne comprend pas pourquoi il y a un nombre limité des pays qui bénéficient de ces nouvelles formes d'industrialisation que j'appelle respectivement la *taylorisation primitive*, et le *fordisme périphérique*.

J'appelle taylorisation primitive la pure délocalisation : dans un pays où il y a une dictature, où les masses populaires sont écrasées par cette dictature et sont privées de formes d'auto-organisation, peut s'encincher – grâce aux avantages comparatifs que sont les bas salaires, l'absence de législation sociale, l'absence d'Etat-providence – un mode d'industrialisation fondé uniquement sur la réexportation d'éléments voire de produits finis comme le textile, les jouets électroniques, etc., vers le marché du Nord. C'est une forme qui a été repérée. Malheureusement beaucoup de ceux qui ont bien repéré cette forme d'industrialisation en sont restés là.

Je crois qu'il est essentiel de dire qu'aujourd'hui la thèse des Etats-ateliers n'est plus très vraie. On est passé assez largement à ce que j'appelle fordisme périphérique, c'est-à-dire une forme de développement où il y a non seulement développement industriel pour la réexportation, mais également développement industriel par extension du marché local selon des formes de régulation d'ailleurs assez différentes. Cela peut être soit par une progression assez « égalitaire » (tout est relatif) du pouvoir d'achat comme en Corée du Sud, soit au contraire par une polarisation extraordinaire des conditions et la formation d'une importante classe moyenne, type Brésil, qui forme à elle seule un marché pour ce genre de produits Fordistes. Cela ressemble un peu au modèle fordiste de l'Europe, des Etats-Unis, des pays industriels développés, c'est-à-dire : croissance de la productivité fondée sur une certaine organisation du travail, et croissance parallèle des débouchés avec le développement de la consommation de masse. Mais c'est périphérique en ce double sens que : 1) c'est plutôt le « has de gamme » de la chaîne productive qui se trouve localisé dans ces territoires, 2) la croissance des débouchés n'est pas régulée localement par un appareil institutionnel comme celui que nous avons eu dans tous les

pays de l'OCDE après la Libération : convention collective, salaire minimum, Etat-providence, etc.

Dans le même temps, j'étais amené à une réflexion plus épistémologique : pourquoi cet aveuglement de la théorie de la dépendance ? La théorie de la dépendance a véritablement bloqué un très grand nombre de militants et de chercheurs dans un espace d'essentialisme. Selon cette théorie, s'est mise en place une fois pour toutes (vers le milieu ou la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, pour pouvoir laisser une place au Japon) une division du travail et une dépendance Nord / Sud où le Sud est condamné à la stagnation parce que le Nord a besoin de cette stagnation pour se développer, pour pouvoir piller les matières premières, pomper la force de travail, écouler ses produits manufacturés, etc. Pour sortir de ce blocage, il faut partir de ce qui se passe au niveau local, de l'état des luttes sociales, des équilibres nouveaux qui se mettent en place. Pourquoi certains pays ont-ils sombré dans la dépendance à certains moments, et pourquoi à certains autres moments modifient-ils ces formes de dépendance, ou accèdent-ils au même niveau d'interdépendance que, par exemple, la France par rapport au reste du monde ?

Mon livre se termine par deux ou trois considérations sur la question du financement. Je montre que si les raisons qui ont amené certains pays à s'industrialiser de telle ou telle manière sont principalement internes, la conjoncture internationale – telle qu'elle est déterminée fondamentalement par le Nord, et en particulier par la puissance dominante du Nord – peut néanmoins amener une crise épouvantable dans ces pays. Il faut voir que l'adoption de la politique monétaire aux Etats-Unis a certainement fait beaucoup plus de morts au Brésil et dans l'ensemble du tiers-monde, que bien des guerres ou que le tremblement de terre à Mexico. Il y a une responsabilité propre du Nord dans la fixation d'une conjoncture internationale qui peut offrir ou non des occasions au Sud.

Cela m'amène à me poser un certain nombre de questions d'un point de vue militant, par rapport notamment aux syndicalistes des branches concernées (électronique, textile, habillement...). Quelle attitude avoir par rapport aux importations des pays qui fondent leur compétitivité sur les très bas salaires ? On peut dire : 1) ils démolissent nos industries et nos emplois, 2) ce serait dégueulasse de les priver des emplois qu'ils ont conquis, en s'industrialisant de cette façon-là. La proposition que je fais – qui est certes difficile à mettre en œuvre –, c'est la clause sociale dans le commerce international. Dans le cadre d'une planète où dans certains pays le pouvoir d'achat de l'heure de travail est, tout compris, de 10 à 15 fois inférieur à celui de la Suède, le libre-échange pur et simple aboutit à aligner tout le monde sur la classe ouvrière la plus défavorisée, en tous cas pour tous les biens transportables, soumis à la concurrence internationale.

Il faut dire clairement : libre-échange vis-à-vis des pays qui adoptent les clauses du Bureau international du travail en matière de législation sociale, de liberté syndicale, etc., qui adoptent un plan de développement de leur pouvoir d'achat, et protectionnisme vis-à-vis des pays qui fondent leur compétitivité sur la dictature.

#### Le tournant des années 60

*Paul Thibaud* : Il y a également des choses intéressantes dans votre livre sur les raisons pour lesquelles le développement périphérique s'est produit récemment, depuis la fin des années 60. Si les théories fixistes étaient fausses, elles ont longtemps semblé vraies, elles n'ont été démenties pratiquement que depuis moins de vingt ans.

*Alain Lipietz* : Tout à fait. Il y a eu une espèce de « miracle » – un déblocage qui aurait pu ne pas se produire, qui est le fruit d'une rencontre de facteurs aléatoires. Au moment où un certain nombre de marxistes ou d'intellectuels du tiers-monde (notamment des Latino-Américains) développaient la thèse de la reproduction du sous-développement, échouait la première grande tentative de certains pays du Sud pour échapper à la dépendance par le biais de ce qu'on appelait la première politique de substitution des importations<sup>2</sup>. Il y a eu superposition d'une vogue théorique et d'un phénomène tout à fait concret. Quand on regarde de près l'échec de la politique de substitution des importations, il faut voir qu'elle est le produit d'une certaine conjoncture. A cette époque-là, on avait d'une part le Nord qui réussissait très bien sur un modèle d'industrialisation, qu'on avait mis très longtemps à mettre au point. Il y eut d'abord la révolution taylorienne au niveau de l'organisation du travail qui commence au début du siècle, et touche une bonne partie de l'industrie occidentale dans l'entre-deux-guerres. Cette transformation de l'organisation du travail appelle une transformation du mode de consommation. Celle-ci peut soit dégager une élite qui va absorber les produits (modèle mussolinien), soit au contraire (modèle social-démocrate, modèle rooseveltien) étendre à l'ensemble de la population, par un réseau très dense de législation sociale, la croissance du pouvoir d'achat ; c'est cela, qu'on appelle le modèle fordien, qui se met en place en 1945. Pendant vingt ou trente ans, cela marche très bien. Le Sud, quant à lui, importe le modèle technique mais n'importe pas le modèle social ; cela ne peut pas marcher. Si on ne développe pas en même temps une culture industrielle et urbaine, une législation sociale puissante, etc. qui vont permettre de développer en même temps le pouvoir d'achat et la productivité par les nouvelles méthodes industrielles, on n'arrivera même pas à développer la productivité au même rythme que le Nord. L'industrialisation, ce n'est pas simplement des machines sur lesquelles les hommes travaillent, c'est une certaine culture industrielle qui est systématisée par les méthodes de l'organisation du travail, ce qui suppose qu'il existe au préalable une classe ouvrière déjà formée à la discipline de l'usine. Le modèle à moitié importé échoue, il n'est pas assez productif sur le marché mondial ; très vite cela débouche sur une crise de la balance commerciale, sur des processus inflationnistes. On peut dire que le coup d'Etat brésilien de 1964, le coup d'Etat chilien de 1973 marquent la fin de ce type de modèle. A ce moment-là, les dépendantistes triomphent, disant qu'on est condamné à ne rien faire, ou bien à sortir du capitalisme.

C'est de façon quasi clandestine, en marge des grandes théories du développement qui se combattaient sur le terrain intellectuel que certains pays – un nombre très limité de pays – commencent à utiliser des formes de taylorisme adaptées à la situation locale, c'est-à-dire utilisant très peu de capital fixe. On mobilise un savoir-faire préexistant – pas seulement dans la classe ouvrière, mais également chez les femmes qui depuis des millénaires sont pliées à une certaine forme de discipline du geste

manufacturier – qui peut être mobilisé très rapidement dans le textile, dans le montage électronique ; l'autre idée géniale étant que le but n'est pas de faire la substitution de l'importation, du moins dans un premier temps, mais de la substitution d'exportation.

Cela a été une découverte de la fin des années 60, la grande époque étant le début des années 70. Justement au moment où cela se développe, le fordisme, dans le Nord, entre en crise parce que ses méthodes d'organisation du travail ne permettent plus de faire les gains de productivité qui entraînent la croissance du pouvoir d'achat. Mais en même temps, parce que le volet consommation du fordisme reste en place, les politiques menées sont principalement sociales-démocrates jusqu'en 1978 : le pouvoir d'achat continue à augmenter. La tentation est donc : puisqu'on n'obtient plus des gains de productivité comme on en obtenait avant dans le Nord, et puisque le pouvoir d'achat continue à s'y développer, produisons au Sud. La taylorisation primitive marche à cause de cette conjoncture assez extraordinaire. Dans ce livre, je suis toute cette histoire ; c'est très intéressant de voir à quel point ce qu'on appelle les configurations mondiales de flux de marchandises, dépendent à chaque fois d'une sorte de hasard historique qui souvent s'était au bout de cinq ou six ans parce que des déplacements se font, des politiques se renversent, etc.

*Georges Corm*\* : Si l'on prend l'approche théorique de la chose, je crois qu'Alain Lipietz est quand même très injuste sur la théorie de la dépendance. Il ne fait pas la distinction entre les différentes tendances. En tant qu'intellectuel du tiers-monde, je me suis beaucoup servi des travaux non doctrinaires de Cardoso, de Furtado et d'autres pour découvrir des tas de choses. En Amérique latine, tout le monde ne s'est pas contenté d'invoquer la causalité d'abolique, unique et externe (l'imperialisme), il y a eu aussi des analyses très fouillées du fonctionnement interne du sous-développement, montrant le jeu des classes sociales à l'intérieur de la société latino-américaine et les choix qui s'offraient, à des périodes historiques données, à certains groupes sociaux, dans les pays du tiers-monde, ceux qui ils ont faits n'étant pas explicable par les grandes théories du développement.

En économie, tout le monde calcule. Quand un groupe social préfère se mettre en situation d'intermédiaire entre les grandes firmes multinationales et les gouvernements locaux qui font les projets de développement, c'est parce que cela rapporte plus et que les gouvernements locaux n'ont pas mis en place la structure de stimulants nécessaire pour que les groupes sociaux les plus actifs économiquement se mettent en position de producteur.

Je suis frappé que pendant mes études économiques à Paris on ne m'a jamais parlé, par exemple, de la façon dont le Japon s'était développé, on parlait du modèle russe, du modèle américain, mais pas du japonais, qui est un peu le modèle de la croissance par l'extérieur. Je pense que c'est une chose qui a beaucoup manqué à tous les intellectuels du tiers-monde.

Je pense aussi qu'il n'y a pas deux économies politiques, il n'y a pas une économie politique du sous-développement et une économie politique des pays du Nord, des pays développés. La modernité fonctionne à la contagion... les blocages du Nord

2. La « substitution des importations » (l'expression est un anglicisme devenu courant où « substitution » a un sens actif, en français correct on dirait : remplacement des importations) est une politique économique essayée surtout en Amérique latine à partir des années 30. Elle consiste à construire dans le pays consommateur des industries correspondant à une demande intérieure jusqu'à alors satisfaite par des achats à l'étranger et à la protéger très strictement de la concurrence extérieure. La « substitution des exportations », expression formée à partir de la précédente, est encore plus bizarre et tordue puisqu'il ne s'agit pas de remplacer des exportations industrielles au départ inexistantes mais tout simplement de s'industrialiser en fonction du marché mondial (NDLR).

\* G. Corm est professeur de sociologie du développement à l'Université libanaise (Beyrouth), auteur de divers ouvrages d'économie en langue arabe, co-auteur de *Dette et développement* (Ed. Publisyri, Paris, 1982), il est également l'auteur d'ouvrages sur le Proche-Orient : *Le Proche-Orient éclairé. De Suez à l'invasion du Liban, 1956-1982* (Ed. La découverte, Paris, 1984), et de nombreux articles, notamment dans *Esprit*.

sont en même temps les blocages du Sud. Les modes de transmission de la technologie que pratique le Nord – qu'Alain Lipietz appelle *fordisme* – connaissent des problèmes même au Nord. Il y a un refus de la centralisation de la technologie, des contraintes qui imposent les modes du travail ; dans le Nord on assiste aussi à une marginalisation de certains groupes sociaux très impressionnante ; ce n'est pas seulement le problème du Sud. Dans la mesure où les développements technologiques se produisent au Nord, il faut y résoudre les problèmes pour qu'au Sud aussi les choses puissent se développer, du moins tant qu'on reste dans un schéma diffusionniste dont il est d'ailleurs difficile de sortir (voir le Cambodge).

La Chine et l'Inde, 2 milliards d'habitants, sont des pays qui se portent bien. Alimentairement, ils ont fait des progrès considérables ; dans les années 50 on y prévoyait des famines épouvantables. En revanche, on prédisait un avenir brillant à l'Afrique, et c'est exactement l'inverse qui est arrivé. La Chine et l'Inde n'ont pas pratiqué le mode de développement uniquement par contagion « spontanée », ils ont mis en place des structures locales pour l'assimilation de la technologie et sa reproduction par les moyens locaux. Actuellement, les zones de danger, sont surtout dans les pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Si les cours du pétrole continuent de décliner, les pays du Moyen-Orient auront faim dans très peu de temps ; ils n'ont acquis aucune maîtrise technologique et dépendent, pour des armements entièrement importés, des sommes colossales.

Qui gère ces pays ? Des bureaucraties locales, ce qui n'est pas toujours ce qu'il y a de plus brillant sur le plan économique, mais de concert avec la bureaucratie des grands organismes internationaux. Il ne faut pas oublier en effet que par exemple la Banque mondiale, pendant les années 60, a financé au prix de milliards de dollars le projet de substitution des importations pour dire aujourd'hui – depuis le seuil des années 80 – : attention la substitution de l'importation ne marche pas du tout, arrêtez tout. On a littéralement inondé le Mexique, le Brésil, l'Argentine, de prêts. Les banquiers américains disaient : ces pays ont démarqué, nous n'avons plus de soucis. En revanche, à l'époque, on n'envisageait pas du tout de prêter à la Chine ou à l'Inde, alors qu'aujourd'hui les banquiers font la queue devant ces deux pays.

Il y a donc aussi des phénomènes de mauvaise gestion des grands acteurs économiques internationaux. Il n'y a pratiquement plus d'économie politique aujourd'hui, c'est de l'idéologie pure : on est monétariste, libre-échange, etc., ou bien on reste encore anti-impérialiste, à gauche, etc. Mais de la recherche, du raisonnement économique, un peu de logique économique, j'en vois très peu. Quand je m'étais amusé, en 1982, à dire qu'on serait contraint de rééchelonner la dette commerciale des grands pays latino-américains sur vingt ou trente ans, j'ai reçu des lettres d'insultes et d'injures.

*Alain Lipietz :* Sur le destin du concept de dépendance, je montre – en reprenant les textes des pères fondateurs, Cardoso et Furtado – qu'ils étaient beaucoup plus subtils à l'origine que ce que l'on en a fait, en particulier quant à la responsabilité des classes dominantes locales, et au poids du passé : ce que dit Octavio Paz sur les formes spécifiques de la conquête espagnole explique une grande partie des traits communs de l'Amérique latine, et notamment l'incapacité des classes dominantes à mettre en place une industrialisation.

C'est vrai que les formes de colonisation du passé – du XV<sup>e</sup> ou XVI<sup>e</sup> siècle –, les opérations concrètes au XIX<sup>e</sup> siècle, peuvent se matérialiser dans la création d'une réalité locale, et c'est cette réalité locale qui rend compte des phénomènes de dépendance.

Je pense que le succès de la Corée et du Japon n'est pas fondé sur la découverte, dans ces pays-là, d'une culture individualiste protestante, mais au contraire sur la mobilisation d'un potentiel tout à fait différent de solidarité qui donne des résultats tout aussi spectaculaires en matière d'industrialisation. Je crois qu'il faut se méfier des thèses culturalistes sans repousser l'analyse concrète des représentations mentales qui s'imposent dans les classes dominantes et déterminent leur comportement.

*Georges Corm :* Ce qui est important, ce sont les représentations mentales que peut avoir une élite dominante. Faire de l'exportation de matières premières, être un intermédiaire entre une multinationale et une bureaucratie d'Etat, permet de maintenir le jeu social dans certaines limites, alors que quand on entre dans un processus de véritable industrialisation, on ne sait pas ce qu'on va trouver au bout. Par ailleurs, le système capitaliste tel qu'il fonctionne donne à des couches locales la possibilité d'avantages économiques immédias, alors que l'industrialisation dans le contexte de compétition internationale est hasardeuse. Le choix de la dépendance que font des groupes sociaux locaux est très rationnel.

Le culturalisme joue cependant dans la représentation mentale qu'on a des mécanismes du développement. Prenons le modèle de l'Egypte nassérienne et de l'Algérie de Boumedienne ; on ne peut pas dire que Nasser ou Boumedienne étaient vendus à l'impérialisme ; ces équipes dirigeantes n'étaient pas corrompues, elles en voulaient, elles voulaient industrialiser, mais leurs représentations mentales du processus d'industrialisation étaient complètement fausses. Il y a un modèle culturel du développement qui a infiltré tout le tiers-monde. Ce modèle est bâti sur la représentation mythologique que l'Europe s'est forgée de son propre développement, comme une action massive, héroïque et soudaine ; c'est ce mythe que résume si bien l'expression « révolution industrielle » avec toutes les représentations simplificatives qui lui sont attachées (changement brutal dans l'ordre sociopolitique, industrialisation lourde, centralisation de la décision économique, etc.). Or le développement est tout sauf une révolution, c'est un processus historique lent et complexe, dont les aspects souterrains, peu visibles sur le moment même, sont souvent plus importants que les ruptures sociopolitiques apparentes ; c'est bien d'ailleurs ce que démontrent de plus en plus les recherches d'Histoire économique et sociale, en particulier les travaux de Fernand Braudel. La notion de révolution industrielle, mythique dans la culture européenne, mystifiante pour le tiers-monde, a imprégné tout un monde mental, libéral comme marxiste, de concert avec la théorie ricardienne.

A mon sens, il n'y a pas de différences de fond entre l'univers mental marxiste et l'univers mental libéral. Dans les deux cas la référence (qu'on parle de libre-échange ou de « division socialiste du travail »), c'est la théorie ricardienne des « avantages comparatifs ». Les dirigeants du tiers-monde ont été pris à ce piège. Je citerai ici l'exemple du Ghana dont un expert anglais qui y avait passé vingt ans comme conseiller économique disait : c'est nous qui avons enfoncé ce pauvre Nkrumah. Son grand conseiller était le fameux économiste de Princeton Albert Hirschmann, le Ghana n'a fait qu'appliquer les recettes de ce professeur d'économie, et il en paye jusqu'aujourd'hui le prix. Qu'on ait des conseillers soviétiques ou américains, la vision n'est pas très différente, simplement dans un cas c'est l'Etat tient le processus, dans l'autre on laisse une place au secteur privé.

Il n'y a pas de modèle de développement. Il y aussi autre chose : trop de richesses peuvent être décourageant. Même des pays comme ceux d'Amérique latine ou du Moyen-Orient sont des pays tellement riches que la dépendance y fonctionne très bien. Prenons l'Egypte : elle a aujourd'hui, sur un espace fertile extrêmement res-

treint, 58 millions d'habitants qu'elle arrive à nourrir, dont l'espérance de vie et la consommation même relative s'accroissent. Sur ce même espace, il y avait 2 millions de personnes il y a 120 ans. La suffisance naturelle a été longtemps une réalité pour beaucoup de pays, mais pas en Extrême-Orient où il y avait obligation de prendre des initiatives. La pauvreté peut être un défi stimulateur très grand, et la richesse une entrave.

#### Partage des responsabilités

*Gérard Duchêne*\* : Je voudrais poser une question à Alain Lipietz sur une phrase qu'il a dite et qui me pose un problème, c'est l'idée que la politique conjoncturelle menée aux Etats-Unis par Reagan a fait plus de morts que le tremblement de terre de Mexico, ou qu'une guerre quelconque. Pourrais-tu élaborer là-dessus ?

*Alain Lipietz* : Au Brésil, au moment du choc monétariste qui s'étend en gros de 1979 à 1982, puis se résorbe à partir de 1982, en deux étapes donc, il y a eu une sécheresse qui a provoqué deux millions et demi de morts dans le Nord-Est. Des pays comme le Brésil, qui avaient emprunté dans les années 70 au moment où le taux d'intérêt réel était nul, voire négatif, pour investir (et non seulement pour gaspiller, comme l'Argentine), se sont trouvés complètement étranglés. Ils avaient à payer des taux d'intérêt réels qui montaient à 15 % au moment où les marchés se fermentaient parce qu'il y avait l'organisation d'une récession au Nord. Quand je dis que la responsabilité de Reagan est engagée là-dedans, c'est vrai, mais il n'est pas le seul. Car le Brésil aurait pu déplacer une partie du pouvoir d'achat des classes dominantes de Rio de Janeiro ou de São Paulo vers le Nord-Est pour faire survivre ces deux millions et demi de morts. La responsabilité des élites locales est d'avoir réparé cette pénurie atroce (le niveau de vie a baissé de 40 % en moyenne) non pas de façon à sauver tout ce qui pouvait l'être, mais en sauvegardant les intérêts des classes dominantes et en laissant littéralement crever les autres.

*Gérard Duchêne* : Dans le cadre de la Corée, par exemple, la politique monétariste n'a fait aucun mort ; peut-être que ce qui fait des morts au Brésil, c'est le gouvernement local. Les causalités sont si complexes que c'est difficile de porter un jugement moral.

*Alain Lipietz* : Il y a eu une décision tout à fait autonome des Etats-Unis. Pendant des années, on avait fait de l'expansion aux Etats-Unis, du laxisme monétaire ; maintenant on fait de la récession aux Etats-Unis et on serre le robinet du crédit. Mais d'autres pays s'étaient engagés en fonction d'une certaine conjoncture.

Autre facteur, intérieur cette fois, en Corée comme à Taiwan, l'armée d'occupation américaine – pour faire pièce à la menace communiste – avait imposé des réformes agraires. À Taiwan comme en Corée, il y a une paysannerie capable de nourrir le pays, il ne peut pas y avoir de catastrophes totales. Ce n'est pas du tout le cas au Brésil, qui a beaucoup emprunté malgré une capacité exportatrice assez limitée (ils avaient beaucoup plus fait de grandes infrastructures) et qui, pour rembourser, ne peut que diminuer drastiquement les importations.

Quoi qu'il en soit, il y a une responsabilité politique et morale de ceux qui ont pris une décision monétaire sans mesurer l'effet qu'elle aurait au Sud. Plus tu as de responsabilité au niveau mondial, plus ce que tu fais a d'importance au niveau

mondial, plus tu dois assumer la responsabilité de tes actes. Aujourd'hui, le débat n'est pas posé en termes moraux, mais en termes politiques. L'administration américaine, sous la pression des nouvelles démocraties latino-américaines, sous la présidence du président péruvien Garcia, s'est dit que son irresponsabilité pourrait provoquer une déstabilisation sociale et politique terrible dans l'ensemble du monde.

#### L'endettement

*Georges Corm* : Je travaille dans certains pays où les prêts, uniquement de la Banque mondiale, représentent 20 à 30 % du PNB, accordés pour financer des industries de substitution de l'importation. La Banque mondiale elle-même a des taux d'intérêt variables ; ces taux effectifs sont parfois de 40 % par an, parce qu'elle fait des cocktails de monnaies, et donc on rembourse dans différentes monnaies. Ce n'est pas tout : la Banque mondiale, maintenant, avec le FMI, et sous l'inspiration des néo-libéraux encore, exige le démantèlement des secteurs d'Etat dont elle a financé la mise en place. Elle impose, dans les contrats de nouveaux prêts – qu'on appelle des prêts de stabilisation ou des prêts de réhabilitation du secteur public –, une politique économique de la porte ouverte : plus de protection. D'ici trois à quatre ans toutes ces industries seront mortes, il y aura donc des milliers de chômeurs en plus. Et l'on pousse au remplacement d'industries tournées vers le marché domestique par des industries tournées vers les marchés extérieurs, ceci à un moment où en plus on est dans une conjoncture déflationniste, où il n'y a pas de marché. Ces « recettes » de politique économique feront du tort à tous les qui font confiance au système américain, à l'Occident, qui sont des alliés politiques de l'Occident. Les pays dans le plus mauvais état actuellement sur le plan financier, les pays asphyxiés, sont ceux qui ont appliqué intégralement les recettes du Fonds monétaire international.

*Gérard Duchêne* : Ce n'est pas la Banque mondiale et le Fonds monétaire qui ont imposé leurs prêts ; ces prêts ont été demandés.

*Georges Corm* : Le démarchage qu'ont fait, dans les années 60 et 70, et la Banque mondiale et les grandes banques internationales pour prêter de l'argent, était pratiquement irrésistible. J'ai vu des rapports de la Banque mondiale et du Fonds monétaire disant aux pays qui n'empruntaient pas assez : vous êtes sous-endettés, c'est mauvais pour votre formation brute de capital, vous êtes un mauvais gestionnaire.

*Alain Lipietz* : On arrive à des situations où les démocraties qui succèdent aux dictatures se trouvent quasiment coincées dans la même voie par la simple mécanique de l'investissement qu'il faut amortir. C'est un problème parfaitement concret pour le Brésil ainsi que pour les pays du Sud de l'Europe : Espagne, Portugal, Grèce, qui sont des nouveaux pays industrialisés des années 60. Que faire ?

1) Supprimer la dette. Cela veut dire qu'une partie de cette dette doit être purifiée et simplement annulée et une partie indexée sur le volume des exportations. Si le Nord fait du protectionnisme, les débiteurs exporteront moins et rembourseront moins. C'est autostabilisateur.

2) Une fois qu'on aura rouvert la possibilité de choisir, la première voie qui s'offre est la « social-démocratisation ». Mais ce système est en crise, y compris chez nous, la question se pose donc de jeter les bases d'un développement alternatif fondé sur un modèle de production moins productiviste, moins intensif en capital fixe importé.

\* G. Duchêne est attaché au CNRS, spécialiste de l'Union soviétique.